Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-36** **18/01/2018**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 13

Objet : Appel à candidatures: 13 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence pour le développement de la coopération internationale (ADECIA) :

- 1 poste d'expert long-terme international – responsable de projet de coopération internationale (CRJ) « Protection des végétaux » (F/H) (titulaire de catégorie A ou A+) à Alger.

Date limite de candidature : le 28 février 2018.

Agence de l'eau Loire-Bretagne :

- 1 poste de chargé d'études informatique (F/H) (contrat à durée indéterminée de droit public ou par voie de détachement pour les fonctionnaires) à Orléans (45).

Date limite de candidature : le 31 janvier 2018.

- 1 poste de chargé d'affaires administratives (F/H) (contrat à durée indéterminée de droit public ou par voie de détachement pour les fonctionnaires) à Lempdes (63).

Date limite de candidature : le 8 février 2018.

Fonds international de développement agricole (FIDA) :

- 1 poste de spécialiste du changement climatique (F/H) (titulaire de catégorie A+, en mise à disposition) à Rome.

Date limite de candidature : le 19 février 2018.

FranceAgriMer (FAM) :

- 1 poste d'adjoint au chef du service des affaires financières (F/H) (titulaire de catégorie A) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : le 2 février 2018.

- 1 poste de délégué filières laitières (F/H) (titulaire de catégorie A) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : le 2 février 2018.

- 1 poste de chef de l'unité environnement du travail (F/H) (titulaire de catégorie A) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : le 2 février 2018.
- 1 poste de chef d'unité entreprises et filières (F/H) (titulaire de catégorie A) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : le 2 février 2018.

- 1 poste de délégué filières viticoles (F/H) (titulaire de catégorie A) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : le 2 février 2018.

- 1 poste du chef du service adjoint Arborial (F/H) (titulaire de catégorie A) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : le 2 février 2018.

Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) :

- 1 poste d'expert des marchés forestiers, de la chaîne d'approvisionnement et de l'industrie forestière (F/H) (titulaire de catégorie A – A+, en mise à disposition) à Yokohama (Japon).

Date limite de candidature : le 15 février 2018.

Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

- 1 poste de délégué interrégional Centre val de Loire – Ile de France (F/H) (titulaire de catégorie A ou A+) à Orléans (45).

Date limite de candidature : le 31 janvier 2018.

Premier ministre / Secrétariat général des affaires européennes (SGAE) :

- 1 poste d'adjoint au chef du secteur AGRAP « Agriculture – Alimentation - Pêche » (F/H) (titulaire de catégorie A confirmé ou A+) à Paris (75).

Date limite de candidature : le 19 février 2018.

L'adjoint à la la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Catégorie A ou A+

Expert long-terme International
Responsable de projet de coopération internationale (CRJ)
« Protection des végétaux » à Alger en Algérie

Début de mission estimé : **Janvier 2019**
Durée estimée de la mission **: 18 à 24 mois**

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Un appel à proposition devrait être lancé prochainement auprès des États membres de l'Union européenne pour un projet de jumelage avec l'Algérie de 18 ou 24 mois, intitulé « Appui à la mise en place d'une démarche qualité au sein des services de la protection des végétaux et des contrôles techniques » La France envisage de répondre à cet appel et doit notamment proposer un(e) chef de projet désigné(e) par le MAA et **un(e) Conseiller(e) Résident(e) de Jumelage** (CRJ) qui fait l'objet du présent appel à candidature.	
OBJECTIFS DU POSTE	L'objectif global du jumelage est de contribuer au développement du contrôle des productions végétales en matière de qualité et de santé végétale et à l'adaptation des procédures et de la réglementation algérienne aux standards européens et internationaux	
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	Le conseiller(ère) résident(e) de jumelage est un expert long-terme international ayant en charge la direction des opérations au quotidien. Résidant en Algérie pendant toute la durée du projet, il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités du projet, en collaboration étroite avec le chef de projet et les experts algériens et français : - préparer tous les documents liés au jumelage, - coordonner et organiser les activités de formation et de visites d'étude, - fournir des conseils techniques pour la gestion du personnel dans le cadre du développement du projet, - faciliter la coordination entre les ministères et les institutions impliquées, - organiser des réunions avec les acteurs et parties prenantes du projet, - fournir un appui aux experts court-terme pour la bonne organisation des missions, séminaires et formations. La langue de travail sera le français.	
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	Il/elle sera amené/e à superviser la mise à jour du cadre législatif au regard de la réglementation européenne dans ce domaine et à appuyer les autorités algériennes compétentes en la matière.	
COMPETENCES LIEES AU POSTE	***SAVOIRS***	***SAVOIR-FAIRE***
	• Diplôme universitaire dans le domaine de l'agriculture et de la forêt ou tout autre domaine pertinent, • Maitrise du corpus législatif et réglementaire, aux niveaux européen et national, dans le domaine phytosanitaire • Forte aptitude à la communication et travail en équipe interculturelle et multidisciplinaire • Maitrise de l'anglais souhaitée	• Expérience significative (10 ans) dans le **domaine phytosanitaire**, de la protection intégrée des végétaux, de l'utilisation durable ou du contrôle des produits phytosanitaires • Expérience à l'international souhaitée • Expérience dans la conduite et la gestion de projets, de préférence financés par l'UE • Capacités de rédaction et de communication
MODALITES DE CANDIDATURE	Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un **CV en français** (modèle Europass disponible sur le site http://europass.cedefop.europa.eu/), par voie électronique et sous couvert du chef de service. Elles sont à adresser au plus tard le **28 février 2018**, délai de rigueur, à Monique TRAN, Directrice du GIP ADECIA et Xavier Pacholek, Chef du bureau des relations bilatérales à la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises du Ministère de l'agriculture, et de l'alimentation.	
CONTACTS	Xavier PACHOLEK (xavier.pacholek@agriculture.gouv.fr ; 01 49 55 45 64 Monique TRAN, GIP ADECIA monique.tran@agriculture.gouv.fr ; 01 49 55 54 17 Alice Wanneroy, GIP ADECIA alice.wanneroy@agriculture.gouv.fr, 01 49 55 44 33	
Pour en savoir plus	http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/overview/twinning_fr.htm http://www.adecia.org/qui-sommes-nous/offres-demploi.html	

Conseillers résidents de jumelage

Dans le cadre des appels à proposition de Jumelages de plus de 6 mois, la France doit proposer un/une Conseiller(ère) résident(e) de jumelage (CRJ)

Responsabilités
Le conseiller(ère) résident(e) de jumelage est un(e) expert(e) long-terme international ayant en charge la direction des opérations au quotidien.
Résidant dans le pays bénéficiaire pour une longue durée (de 12 à 24 mois), il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités du projet, en collaboration étroite avec le chef de projet et les experts du pays bénéficiaires et français :

- préparer tous les documents liés au jumelage,
- coordonner et organiser les activités de formation et de visites d'étude,
- fournir des conseils techniques pour la gestion du personnel dans le cadre du développement du projet,
- faciliter la coordination entre les ministères et les institutions impliquées,
- organiser des réunions avec les acteurs et parties prenantes du projet,
- fournir un appui aux experts court-terme pour la bonne organisation des formations.

Le départ et le retour de l'agent en mission long-terme peuvent être facilement anticipés :

- une période de latence de 6 à 12 mois, entre le dépôt d'une offre et le départ en mission,
- la durée d'un jumelage est fixée dès le début, et peut être allongée d'une durée de 3 mois maximum.

Rémunération
Le CRJ continuera à percevoir son salaire normal (dont les primes, supplément familial…) dans son État membre d'origine tout au long de sa mission.

Pour le compte du MAAF, le GIP Adecia perçoit une somme équivalente à celle qu'il aurait perçue s'il avait continué à travailler dans son administration d'origine (et non à l'étranger), y compris les charges sociales et patronales assimilées, plus une prime de 6 % du montant total pour couvrir les frais supplémentaires d'un remplaçant.

En plus de son salaire normal, le CRJ recevra une allocation de subsistance (demi-indemnité journalière) au taux fixé par la Commission pour toute la durée de sa mission (soit au 1er janvier 2018 – 150€/jour en plus du salaire normal, montant susceptible d'être modifié d'ici au démarrage effectif du projet).
http://ec.europa.eu/europeaid/work/procedures/implementation/per_diems/index_fr.htm

Les frais suivants lui seront également remboursés (sur présentation d'un justificatif du paiement) en fonction d'un barème applicable à tous les EM:

- loyers pour logement:
- frais de scolarité si le CRJ est accompagné de ses enfants;
- frais de voyage au début et à la fin de sa mission;
- frais de déménagement (pour le contenu complet de son ménage s'il est accompagné de sa famille ou pour une partie de ses effets personnels, s'il déménage seul);
- indemnité mensuelle pour voyage aller-retour dans l'EM à partir du second mois de sa mission, si aucun frais lié aux membres de la famille n'est facturé au projet;
- assurance maladie et accident.

Spécificités des agents à la retraite

Des experts récemment mis à la retraite (moins de trois ans avant le lancement du projet) peuvent être réengagés en qualité d'agents publics temporaires soit par une administration, soit par un organisme mandaté. À l'instar des fonctionnaires non statutaires, ils doivent être liés contractuellement à l'organisme responsable du projet de jumelage. Le remboursement du salaire des experts récemment mis à la retraite s'effectuera selon les mêmes principes que ceux qui ont été énoncés plus haut pour les agents publics temporaires.

Si la législation nationale prévoit la déduction du montant de la retraite du traitement du fonctionnaire du secteur public, le projet ne remboursera que les dépenses salariales réelles du contractant.

Orléans, le 8 janvier 2018

FICHE DE POSTE

Diffusion : interne et externe

POSTE	**CHARGÉ D'ÉTUDES INFORMATIQUE**
CATÉGORIE DU POSTE	Contractuel de catégorie II ou fonctionnaire de catégorie A en détachement sur contrat
AFFECTATION	**DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION (DSI)** *Service Projets Techniques (SPT)*
RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE	ORLÉANS (45)
TYPE DE CONTRAT	Contrat à durée indéterminée de droit public *(recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'Etat)* ou par voie de détachement pour les fonctionnaires
DATE DE PRISE DE FONCTION	1er mars 2018
PRÉSENTATION DE L'UNITÉ	Au sein de la DSI, le service SPT ▪ définit les architectures logicielles ad-hoc, fixe des règles d'utilisation associées, veille à leur appropriation et à leur respect dans les projets métier, ▪ définit les architectures possibles d'intégration de progiciels dans le SI, ▪ traite l'ensemble des aspects techniques des projets métiers, ▪ définit l'architecture de l'infrastructure informatique (systèmes et réseaux), ▪ réalise les projets d'évolution du socle technique, y compris cartographique, pour en garantir la pérennité, l'adaptation aux besoins d'usage et dans une optique d'automatisation de la production informatique, ▪ applique la politique de gestion du parc de matériels informatiques, ▪ participe à l'activité d'urbanisation du système d'information en apportant sa connaissance à l'urbaniste et en enrichissant les cartographies, principalement technique. ▪ planifie et organise ses achats, fournit les cahiers des charges à la mission « contractualisation », ▪ assure le pilotage des prestations acquises dans le cadre des marchés publics de son domaine, ▪ améliore ses méthodes en collaborant avec la mission qualité, méthode, ▪ est garant du respect des dispositions SSI dans les projets.
MISSIONS PRINCIPALES	Sous la responsabilité du chef de service projets techniques, le chargé d'études RTP est en charge de gérer tous les aspects techniques des projets qui lui sont confiés. Cela implique des actions sur l'ensemble du cycle de vie d'un projet informatique de la phase de cadrage, en passant par la rédaction des dossiers d'architecture et la validation des procédures d'installation sur des environnements de recette afin d'intégrer les changements dans notre système d'information. Pendant toutes ces phases, il travaillera en étroite collaboration avec le pilote du projet.
ACTIVITÉS GÉNÉRALES	▪ Accompagne les utilisateurs sur les outils et/ou données dont il a la charge ▪ Assiste le(s) chef(s) de(s) projet(s) sur lesquels il est en charge de la responsabilité technique dans toutes les opérations liées à la technique y compris dans planification des tâches induites et rend compte de ses activités ▪ Garantit la cohérence et la pérennité de l'ensemble des moyens informatiques, en exploitant au mieux les possibilités de l'art et en appliquant les directives d'urbanisme dans le cadre des projets qu'il a en responsabilité technique ▪ Participe au cadrage technique du projet et établit l'architecture du logiciel en regard du système d'information et de ses contraintes

	▪ S'assure de la faisabilité des exigences techniques ▪ Réalise des études et conçoit des solutions ▪ Capitalise sur la description du système d'information et sur les méthodes et bonnes pratiques communes au service ▪ Assiste les autres membres du service quant à la transmission du savoir technique sur ses spécialités ▪ Participe à la rédaction pour la part technique sur les marchés subséquents nécessaires à la réalisation d'un projet et organise, contrôle et valide les travaux des prestataires ▪ Rédige la documentation technique du projet : dossier d'architecture, modélisation, formulaire de création de serveur, dossier d'exploitation, fiche de relecture des documents technique livrés par les prestataires ▪ Intègre les livrables informatiques au sein du système d'information ▪ Valide la complétude des livrables et le bon fonctionnement technique de la solution ▪ Effectue les tests techniques complémentaires nécessaires à la couverture des risques liés à la performance, à la sauvegarde, à la sécurité, à la tenue de charge, à la supervision. ▪ Intervient quand nécessaire au niveau de la production pour résoudre les problèmes escaladés ou encore effectuer les interventions ponctuelles permettant de faciliter la mise en production de certains projets critiques. ▪ Prépare et effectue le passage de témoin avec l'infogérant pour les mises en production majeures afin de rendre ce dernier autonome sur les mises en production ultérieures mineures. ▪ Sur les projets s'engagent à solliciter les services de l'infogérant sans contrevenir au contrat ▪ Prend en charge la gestion de capacité en termes de ressources dans le cadre des projets pour les actions suivantes : ▪ surveillance et analyse : production d'indicateurs, seuils, recommandations et prévisions ; ▪ suivi des demandes en ressources informatiques ; ▪ suivi des projets, modélisation, dimensionnement ;
RATTACHEMENT HIÉRARCHIQUE	Chef du service
RELATIONS FONCTIONNELLES	<u>Internes :</u> Les chefs de projets métiers du service SPM en charge pour la DSI des projets métiers de l'Agence. Les chefs de projets techniques du service SPT en charge pour la DSI des projets techniques de l'Agence. L'urbaniste SI de l'Agence. <u>Externes :</u> Equipe d'infogérance de la production informatique, équipe de gestion du patrimoine applicatif, prestataires de services.
CONNAISSANCES ET EXPÉRIENCE	▪ Maîtrise des serveurs d'applications orientés J2EE (JBOSS, TOMCAT) ▪ Maîtrise des outils de télédistribution du marché (en particulier SCCM) ▪ Maîtrise des outils de sécurité du marché (proxy sécurisés, produit de filtrage, produit anti-virus, produits VPN, ….) ▪ Maîtrise technique des systèmes d'exploitation (Linux, Windows) et des réseaux ▪ Connaissance des techniques et produits de publication Web (proxy, reverse proxy, serveurs web, CMS) ▪ Connaissance sur les bases de données (ORACLE, PostgreSQL) ▪ Connaissance des développements web JEE (SOA, SSO, webservices, api management) ▪ Expérience confirmée dans le domaine de l'intégration technique. ▪ Connaissance des normes et référentiels ITIL®, ISO 27001, CMMI
SAVOIRS FAIRE	▪ Savoir travailler de manière organisée et méthodique ▪ Savoir travailler en équipe

	▪ Savoir rendre compte de son travail, ▪ Savoir analyser et synthétiser une problématique ▪ Savoir être force de proposition ▪ Savoir vulgariser et présenter des informations techniques ▪ Savoir animer une réunion / un groupe de travail ▪ Savoir négocier avec différents interlocuteurs ▪ Savoir rédiger avec rigueur
DÉPLACEMENTS	Déplacements peu fréquents dans le bassin ou Paris
CONDITIONS	Pour les contractuels : conditions statutaires (article 8 du décret n°2007-832) : Recrutement externe : justifier d'un titre ou diplôme de 2ème cycle de l'enseignement supérieur (Bac + 3 ou Bac + 4), ou d'un titre ou diplôme délivré par une école d'ingénieurs ou de commerce, ou tout autre titre ou diplôme équivalent. Recrutement interne : être agent de catégorie II ou justifier d'une expérience d'au moins 6 années de services effectifs dans des fonctions de catégorie III au sein d'une agence de l'eau. Pour les fonctionnaires en détachement : fonctionnaire titulaire de catégorie A
CANDIDATURES	Les candidatures (lettre de motivation et CV) doivent être déposées sur Profileau **avant le 31 janvier 2018**.
POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE	Contacter Mr Christophe DOREAU, chef de service 02 38 51 73 66 Mme Marie-Claude PLANTADE, chargée mission recrutement ☎ 02 38 51 74 40

www.eau-loire-bretagne.fr

Orléans, le 8 janvier 2018

Diffusion :
Interne et externe
Ministères
Autres agences

FICHE DE POSTE

Poste susceptible d'être vacant

EMPLOI TYPE	**CHARGE(E) D'AFFAIRES ADMINISTRATIVES**
CATÉGORIE DU POSTE	II ou fonctionnaire administratif détaché(e) de catégorie A
AFFECTATION	**DÉLÉGATION ALLIER LOIRE AMONT**
RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE	**LEMPDES (63)**
TYPE DE CONTRAT	Contrat à durée indéterminée *(recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'état)* ou par voie de détachement pour les fonctionnaires
POSTE A POURVOIR À PARTIR DU	1er mars 2018

FINALITÉ DU POSTE	▪ Suivre la mise en œuvre des interventions de l'agence sur le plan administratif et financier. Assurer le relais de missions spécifiques du siège, notamment sur le management par la qualité et la mission juridique
ACTIVITES PRINCIPALES	▪ Centralise, relaie et valorise les données du contrôle de gestion de la délégation (indicateurs financiers et d'activité) : - analyse ces données dans le cadre du pilotage des objectifs, suit et rend compte des engagements, des paiements, des indicateurs physiques, des contrôles de conformité et des indicateurs du contrat d'objectifs, - traite les données financières pour la préparation des tableaux de bord et des objectifs annuels de la délégation, - synthétise les éléments issus du suivi du portefeuille (Programme de Travaux Prévisionnels, contrats) - suit les aspects administratifs et financiers des C.P.E.R.Auvergne, Rhône-Alpes et Bourgogne ▪ Est le correspondant de la direction financière pour la délégation : - apporte un appui pour le respect des procédures et des règles générales - Assure la préparation et le suivi des dossiers pour la CPP et pour la CI , - Apporte un appui administratif et juridique auprès des l'ensemble des agents de la délégation. ▪ Assure la mission de « correspondant Qualité » de la délégation autour des 16 processus : préparation des points Qualité en réunions de délégation, suivi des actions correctives
RATTACHEMENT HIERARCHIQUE	Directeur de la délégation régionale
RELATIONS FONCTIONNELLES	Internes : Direction de l'Administration des Finances et des Ressources Humaines, mission Qualité, Contrôle et Performance,

CONNAISSANCES ET EXPERIENCE	▪ Bonne connaissance de l'organisation administrative française,

SAVOIRS FAIRE	▪ Connaissance de l'analyse financière, ▪ Maîtrise des outils bureautiques notamment du tableur et des outils de traitement des données (Business Object), ▪ Maîtrise des progiciels Sigma et Portefeuille Sigma ou expérience sur des progiciels comparables (gestion des subventions). ▪ Savoir analyser et synthétiser une demande/un dossier/un sujet, ▪ Savoir présenter des informations et les expliquer, ▪ Savoir rédiger, ▪ Savoir être force de proposition, ▪ Savoir animer une équipe, ▪ Savoir travailler de manière organisée et méthodique, ▪ Savoir élaborer, mettre à jour et commenter des tableaux de bord
FORMATION	Conditions statutaires : Recrutement externe : justifier d'un titre ou diplôme de 2ème cycle de l'enseignement supérieur (Bac + 3 ou Bac + 4), ou d'un titre ou diplôme délivré par une école d'ingénieurs ou de commerce, ou tout autre titre ou diplôme équivalent. Recrutement interne : justifier d'une expérience d'au moins 6 années de services effectifs dans des fonctions de catégorie III au sein d'une agence de l'eau.
SPECIFICITE DU POSTE	Ce poste est ouvert aux personnes handicapées.
ENVOI DES CANDIDATURES **POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE**	Les candidatures (lettre manuscrite et CV) doivent être adressées sur la bourse de l'emploi **avant le 8 février 2018** Contacter M. Jean-Pierre MORVAN : ☎ 04 73 17 07 21

www.eau-loire-bretagne.fr

Poste de Spécialiste du Changement climatique mis à disposition auprès du FIDA (ROME)

Durée : 2 ans (+1)

Prise de fonction souhaitée : automne 2017

Cotation : 2

Catégorie A+

Contexte

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) est une Institution Financière Internationale et une Agence des Nations-Unies Spécialisée dont la mission est de permettre aux ruraux pauvres de surmonter la pauvreté. A cette fin, Le FIDA finance des programmes et projets qui vise à augmenter la productivité agricole et à augmenter les revenus ruraux. Il promeut aux niveaux national et international des politiques qui contribue à la transformation rurale. Le Département de Gestion des Programmes (PMD), responsable du programme de prêt global du FIDA, est composé de cinq Divisions Régionales, d'une Division Environnement et Climat (ECD) et d'une Division Conseil Politique et technique (PTA).

La division ECD a été crée en 2010 afin que les opérations de lutte contre la pauvreté menées par le FIDA intègre les problématiques de durabilité environnementale et de résilience climatique. ECD est responsable de : la mise en œuvre de la stratégie du FIDA sur le changement climatique (2009) ; la politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement (2011) ; des procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (2014) ; et du Plan d'intégration du Climat en 10 points (2015). En 2012, le FIDA a lancé un nouveau programme en faveur de l'adaptation des petits producteurs agricoles (ASAP Adaptation for Smallholder Agriculture Programme), programme financier majeur pour améliorer la résilience des petits producteurs agricoles au changement climatique lors de la mise en œuvre des programmes et investissements soutenus par le FIDA. La Division facilite également le plaidoyer global et la communication du FIDA en faveur de l'environnement et du climat. Elle est le point de liaison du FIDA avec la CNUCC (Convention sur le changement climatique), la CDB (Convention pour la Biodiversité) et pour la CNULCD (Convention sur la lutte contre la désertification).

Objectif de la mise à disposition

Dans ce contexte, il est attendu du Spécialiste du Changement climatique mis à disposition du FIDA de fournir une expertise technique et des orientations stratégiques au niveau de l'institution et à toutes les étapes de la programmation (conception, développement, suivi et évaluation). Le poste est localisé à Rome au siège du FIDA, mais nécessitera des déplacements fréquents dans les pays dans lesquels sont développés les projets et programmes. Le spécialiste du changement climatique est placé sous la responsabilité du Directeur du Département ECD, et travaillera en collaboration avec les spécialistes thématiques et avec les responsables des programmes pays. Les principaux résultats attendus sont : l'intégration du changement climatique dans les stratégies des divisions régionales et dans leurs programmes et portefeuilles de projets ; une intégration plus systématique dans le suivi évaluation / études d'impacts des aspects atténuation et adaptation au changement climatique ; une meilleure gestion des ressources naturelles ; la valorisation dans les études économiques des aspects climatiques et environnementaux ; le développement des partenariats.

Missions et responsabilités

Le titulaire sera chargé de :

Généraliser l'intégration de la thématique du changement climatique dans l'ensemble du portefeuille d'actions et programmes du FIDA :

- Participer activement à l'intégration à 100 % du changement climatique dans l'agenda du FIDA :
  - appuyer l'intégration du climat dans les stratégies pays ;
  - fournir un appui technique et stratégique aux Divisions Régionales afin d'assurer que l'adaptation au changement climatique soit entièrement intégrée dans les projets d'investissements et les programmes pays, et alignés avec les priorités nationales en matières de climat (Contributions nationales déterminées...) : i) fournir des analyses et compiler les informations requises en matière climatique pour la conception des projets et programmes ; ii) contribuer à la révision en tant que de besoin des stratégies, projets et programmes pour assurer qu'ils intègrent bien le climat ; iii) assurer la conformité avec les procédures de sauvegardes du FIDA en matière sociale, environnementale et climatique

- Participer activement à la mise en place d'une méthode de suivi et mener des analyses détaillées en vue de quantifier les investissements liés au climat, afin d'être en conformité avec l'objectif fixé par la 10ème reconstitution des fonds du FIDA (intégration dans tout le portefeuille des objectifs climat) ;
- Renforcer et développer les partenariats avec les autres agences bilatérales et multilatérales, et dans les initiatives ciblant le climat(Afd, FAO, Institutions financières internationales, 4 pour 1000...)
- Rassembler les expériences et contribuer à l'élaboration de documents de capitalisation des connaissances, y compris des documents techniques, des contributions pour des événements et initiatives mondiales et l'organisation d'événements pertinents en tant que de besoin ;
- Appuyer les programmes pays en mobilisant de nouvelles ressources (financières et techniques) pour les activités liées au climat (FEM, Fond vert pour le climat, Fond pour les PMA, Fond spécial pour le Climat)

Responsabilités thématiques :

Concevoir et développer des outils et ressources basés sur la demande pour appuyer l'adaptation au changement climatique et intégrer ce sujet de manière transversale dans la programmation du FIDA, sur les domaines thématiques suivants:

- « Gestion des ressources naturelles face au climat » (sols, eau, paysages…)
- Économie environnementale (valorisation des impacts positifs sur le climat, analyse coûts/bénéfices, analyse de risques et coûts des aléas climatiques…)
- Adaptation des communautés (mesure de la vulnérabilité, amélioration de la résilience)
- Adaptation des écosystèmes (systèmes gagnants-gagnants : résilience, productivité, adaptation, atténuation)
- Suivi, évaluation, et mesures de l'impact de l'Adaptation au Changement Climatique :

Construction de partenariat :

- Renforcer et développer les partenariats institutionnels et les échanges de connaissances pour améliorer les données sur le climat notamment en lien avec le développement rural et la résilience, en particulier avec les initiatives en lien avec le climat (4 pour 1000, GACSA…)
- Renforcer la représentation et la communication du FIDA sur les questions d'adaptation au changement climatique (y compris représenter le FIDA dans les fora pertinents et rencontres inter-agences).

Fonctions managériales :

- Recrutement de contractuels/consultants et leur suivi technique (supervision, évaluation de performance…)
- Concevoir, développer et mettre à jour des produits de capitalisation des connaissances et des outils pédagogiques à destination du personnel du FIDA et des équipes de projet (intranet, autres documents).

Qualifications et compétences requises

- Diplôme en économie de l'environnement ou en agriculture, climat, géographie, agronomie, géosciences, ou développement rural.
- Expérience (minimum 5 ans) dans la formulation, la gestion et la supervision de programmes de développement ou de politiques publiques, une expérience de terrain dans un pays en développement serait un plus.
- Connaissance solide des questions relatives aux changements climatiques et leurs impacts sur le développement rural, avec une expérience dans au moins l'un des domaines suivants : Gestion des ressources et de systèmes agricoles “Climate-Smart “ , Économie environnementale, Adaptation au changement climatique (approche basée sur les communautés ; approche basée sur les écosystèmes, Suivi-évaluation et évaluation des impacts en matière d'adaptation au changement Climatique.
- Compétences de gestion, pilotage/supervision de projets, capacité à prendre des décisions,sens de l'initiative, de l'innovation, et de l'organisation.
- Capacité à travailler en équipe ; Capacités de négociations et de communication.

- Maîtrise de l'anglais à l'oral et à l'écrit ; Maîtrise d'une des autres langues officielles du FIDA (Français, Arabe ou Espagnol).

DUREE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER:
Héloïse PESTEL- Sous-Directrice International – DGPE : 01 49 55 45 08
heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

Ludovic LARBORDIERE Chef du Bureau Mondialisation et Sécurité Alimentaire BMSA – DGPE : 01 49 55 48 66 ludovic.larbodiere@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, BMSA à Clement DE CARHEIL **clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr**

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex
Secrétariat général

Adjoint(e) au chef du service des Affaires financières

N° du poste **180101**	Catégorie : **A**
Cotation parcours professionnel : **2**	Cotation Groupe RIFSEEP : **2** si corps des attachés de l'administration
Poste susceptible d'être vacant	Localisation : **Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche. Ses missions consistent principalement à éclairer les acteurs économiques de ces filières (veille économique, suivi de marchés), à contribuer à leur orientation (dialogue interprofessionnel, organisation, stratégies), à accompagner leurs projets économiques (mesures communautaires et nationales, mesures de crise conjoncturelle,..). Le poste est rattaché au service des Affaires Financières du Secrétariat général. Le Secrétariat Général est composé d'une mission et de 7 services dont le service « Affaires Financières », lui-même composé de deux missions et de deux unités : - Mission Contrôle de gestion - Mission Contrôle interne budgétaire - Unité Budget - Unité Achats/marchés	
Objectifs du poste	Dans le cadre du service des affaires financières, le titulaire du poste aura plus particulièrement en charge la mise en œuvre de la politique « achats » en concertation avec le responsable des achats. Le titulaire sera également chargé d'assurer la passation des procédures de passation des marchés publics (sup à 25.000 €) par une assistance aux services « métiers » prescripteurs et assurer le remplacement du chef de service dans ce champ de compétences. Il devra par ailleurs, intégrer également la dimension contrôle interne relative la procédure d'achat en incluant l'évaluation.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Le titulaire du poste aura comme objectif de : - Intégrer la politique achat dans la programmation des achats de l'établissement en associant au plus près les prescripteurs. - Mettre en place l'évaluation des marchés afin d'améliorer la performance achats - Assurer la sécurité et la veille juridique de la réglementation et de la jurisprudence en matière de marchés publics. - Mettre en place, suivre et gérer les procédures propres à l'organisation de l'achat public conformément au code des marchés publics et au règlement intérieur des achats publics en intégrant la dimension contrôle interne. - Conseiller et assister les services prescripteurs dans leurs actes d'achats et leur programmation - Administrer le logiciel de suivi des procédures d'achats (SIS Marchés) - Assurer l'archivage des éléments relatifs aux procédures d'achats publics.	
Champ relationnel du poste	En interne : les unités du service, l'ensemble des services de l'établissement et les services territoriaux de FranceAgriMer. En externe : SG du MAA (SDLP), DAE, les fournisseurs	
Compétences liées au poste	**Savoirs /** Connaître	**Savoir-faire /** Maîtriser
	- Maitrise des procédures de marchés publics et en matière d'achats publics -Connaissance en gestion budgétaire Être autonome, savoir négocier, être rigoureux, être organisé, capacité de dialogue.	- l'utilisation des outils bureautiques (word, excel) - les techniques de communication orale et écrite - les outils de gestion budgétaire et comptable - le management d'équipe

Personnes à contacter	Alexandre Censoni, Chef du service des Affaires Financières 01 73 30 22 28 alexandre.censoni@franceagrimer.fr Williams Campos Suarez, Adjoint à la cheffe du service des ressources humaines 01 73 30 22 66 mobilite@franceagrimer.fr

Date limite de dépôt de candidature : Vendredi 2 février 2018

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex
Mission Filières

Délégué(e) filières Laitières

N° du poste **180102**	Catégorie : **A**
Cotation parcours professionnel : **3**	Cotation Groupe RIFSEEP : **2** si corps des Attachés d'administration
Poste susceptible d'être vacant	Localisation : **Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche. Ses missions consistent principalement à éclairer les acteurs économiques de ces filières (veille économique, suivi de marchés), à contribuer à leur orientation (dialogue interprofessionnel, organisation, stratégies), à accompagner leurs projets économiques (mesures communautaires et nationales, mesures de crise conjoncturelle,..). L'orientation, la concertation et le suivi des filières sont principalement assurés par la mission filières, rattachée à la direction générale de l'établissement. Elle est composée de cadres expérimentés, les délégués filières. En relation avec les représentants de l'Etat, les professionnels et en particulier les présidents des conseils spécialisés et des comités, ils sont en charge de l'orientation et de l'organisation des travaux des conseils et comités relevant de leur filière et, plus généralement, de s'assurer de la bonne articulation entre les actions de l'établissement et les problématiques des filières.
Objectifs du poste	Participer à la mise en œuvre des missions de l'établissement dans le secteur laitier, en lien avec l'ensemble des filières animales, en assurant la coordination constante entre les professionnels, les représentants de l'État et les différentes composantes de l'établissement. Assurer pour l'établissement une expertise technico-économique des filières laitières.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Organiser et piloter les conseils spécialisés et les comités, participer à leur animation. - Assurer l'organisation et le pilotage des groupes de travail liés à des dispositifs pérennes (OCM, expérimentation, études…), à des situations de crises conjoncturelles ou à de nouvelles problématiques. - Participer aux orientation stratégiques des filières en lien avec les interprofessions compétentes, assurer un suivi des marchés en lien avec les services dédiés de l'établissement, suivre l'évolution des secteurs concernés (réglementation, questions sanitaires…), participer aux travaux prospectifs sur ces filières, ainsi qu'à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des dispositifs de soutien (nationaux ou communautaires) et d'études. - Participer à la programmation et aux arbitrages budgétaires, suivre la mise en œuvre des dispositifs concernant les filières. - Représenter FranceAgriMer aux réunions organisées par le ministère avec les filières notamment pour la gestion des crises - Représenter FranceAgriMer aux réunions et commissions organisées par les interprofessions des différentes filières, aux assemblées générales, congrès et manifestations professionnelles en relation avec ces filières. - Participer à la communication et à l'information des filières (transmission d'informations pour la mise à jour site internet, notes d'information, interventions presse…).
Champ relationnel du poste	Les différents services de FranceAgriMer, au siège et dans les services territoriaux. Les responsables des organisations professionnelles concernées par le poste. Les services des Ministères (MAA, METS, MINEFI…), centraux et déconcentrés. Les collectivités territoriales, notamment les Régions Réunions extérieures fréquentes et déplacements en région et à l'étranger à prévoir.

	Savoirs / Connaissances	**Savoir-faire / Maîtriser**
Compétences liées au poste	- Bonne connaissance de l'action publique en matière agricole et agro-alimentaire - Connaissances scientifique, technique, agronomique, économique dans les secteurs concernés - Anglais technique souhaité	Dynamisme Capacités de synthèse et d'organisation Autonomie et initiative Sens de l'écoute et de la concertation Aisance dans la communication orale et écrite

Personnes à contacter	Jacques Andrieu, Chef de la Mission Filières 01 73 30 20 96 jacques.andrieu@franceagrimer.fr Williams Campos Suarez, Adjoint à la cheffe du service des ressources humaines 01 73 30 22 66 mobilite@franceagrimer.fr

Date limite de dépôt de candidature : Vendredi 2 février 2018

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex
Secrétariat général / Arborial

Chef(fe) de l'unité environnement du travail

N° appel à candidature : **180104**	**Catégorie A**
Cotation parcours professionnel : **2**	Cotation Groupe RIFSEEP : **2** si corps des attachés de l'administration
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	Le service Arborial est rattaché au secrétariat général de FranceAgriMer. Il est composé de 3 unités (une trentaine d'agents) dont celle de l'Environnement du travail qui assure pour l'ensemble des structures locataires du bâtiment Arborial les missions de conservation du bâtiment, de sécurité du bâtiment et de ses occupants, de services communs à travers des prestations et des actions visant au confort individuel des agents et collectif.
Objectifs du poste	Encadre, anime et coordonne les activités de son équipe au regard de l'application des règles et procédures
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Participer à la définition du budget et des objectifs assignés à l'équipe - Planifier et distribuer le travail aux différents membres de l'équipe en fonction des priorités des échéances et des compétences de chacun à fixer les objectifs individuels, - Assurer le suivi de l'activité et organiser le suivi du contrôle interne (autocontrôles, supervision, contrôle qualité des systèmes et processus) - Proposer les améliorations relatives aux procédures mises en œuvre au sein de l'équipe - Apporter un appui sur les dossiers complexes - Assurer les astreintes avec les autres collègues du service - Contribuer au fonctionnement de la démarche de certification du Système de management de la sécurité de l'information (ISO 27001) pour ce qui relève du périmètre du service et assurer la responsabilité du processus sécurité physique. - Assurer la rédaction des procédures contractuelles et des marchés nécessaires au fonctionnement du secteur d'activité - Réaliser une veille juridique sur les textes et la jurisprudence - Assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes - Collaborer à des groupes de travail et animer les réunions
Champ relationnel du poste	Les agents des établissements du site, les directions/missions de l'établissement, les fournisseurs…

	Savoirs / Connaissances	**Savoir faire / Maîtriser**
Compétences liées au poste	- Bases des règlementations : sécurité environnement du travail, marchés publiques, gestion budgétaire et comptable - Bases des démarches qualité (notamment certification ISO 27001) - Sensibilité aux politiques publiques en matière de fonctionnement - Techniques spécifiques liées à la gestion d'immeuble	- Animer et superviser l'équipe, rendre compte - Anticiper les difficultés et alerter - Mettre en œuvre des procédures de suivi des engagements contractuels - Maîtrise des outils bureautiques - Sens des relations humaines - Rigueur - Capacité d'initiative et réactivité
Personnes à contacter	Patrick Soler, Secrétaire général adjoint 01.73.30.22.30 patrick.soler@franceagrimer.fr Philippe Le Faucheur, Chef du service Arborial 01.73.30.34.41 philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr Williams Campos Suarez, Adjoint à la cheffe du service des ressources humaines 01 73 30 22 66 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : Vendredi 2 février 2018

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex
Direction des Interventions / Service Aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation / Unité Entreprises et filières

Chef(fe) d'unité Entreprises et filières

N° appel à candidature : **180105**	Catégorie : **A**
Cotation parcours professionnel : **2**	Cotation Groupe RIFSEEP : **2** si corps des attachés de l'administration
Poste vacant	Localisation : **Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Au sein de la direction des interventions, l'unité entreprises et filières, composée de 8 agents, met en œuvre les aides en faveur des entreprises aval des différentes filières agroalimentaires. Ces aides concernent des actions d'innovation dans le domaine de l'alimentation, des dispositifs structurels visant à apporter des garanties bancaires aux entreprises ou des indemnisations liées à des crises sanitaires. L'unité est notamment en charge de la mise en œuvre de l'appel à projets « alimentation intelligente » du Concours d'innovation des Projets Agricoles et Agroalimentaires d'Avenir (P3A) dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA). Elle gère également les procédures de cautionnement de financement d'entreprises agroalimentaires du secteur des céréales et de la pêche ainsi que le suivi de l'activité des abattoirs et le financement de l'équarrissage public. L'unité a par ailleurs vocation à valoriser les informations obtenues à travers la mise en œuvre de ces procédures, par la réalisation d'études spécifiques en lien avec la direction Marchés Etudes Prospectives (MEP) ou la rédaction de notes internes ou les différents interlocuteurs de FranceAgriMer.
Objectifs du poste	Le titulaire du poste organise et coordonne l'action des agents de l'unité pour la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs d'aides, en liaison avec les délégués filières et IAA et/ou les services du ministère de l'agriculture et du Premier ministre. Il pilote également, en lien avec la Direction Marchés, Etudes et Prospectives, les outils de suivi économiques sur les entreprises agroalimentaires et participe aux études de valorisation des données.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Animer et encadrer l'unité - Préparer, en liaison avec les délégués filières et IAA et/ou les services du ministère de l'agriculture et du Premier ministre, l'élaboration des dispositifs d'aides et leur mise en œuvre - Définir, mettre en place et superviser les procédures de gestion des aides - Suivre les indicateurs de gestion et de paiement des aides - Répondre aux missions de contrôles internes et externes
Champ relationnel du poste	- Au sein de FranceAgriMer : service des contrôles, agence comptable, service informatique - Entreprises des filières agroalimentaires - Ministère de l'agriculture et de l'alimentation et ses services déconcentrés - Commissariat général à l'investissement - Corps de contrôle

	Savoirs / Connaissances	**Savoir-faire / Maîtrise**
Compétences requises pour le poste	- Connaissance des grands principes du droit européen (notamment aides d'Etat) - Connaissance des filières agroalimentaires	- Capacité à manager une équipe et à piloter l'activité dans le respect des délais - Maîtrise des outils bureautiques - Conduite de projet - Gestion d'appel à projets Rigueur dans la conception et la mise en œuvre de procédures, Capacité à respecter les délais, Esprit de synthèse

Personnes à contacter	Sébastien Couderc, Directeur adjoint des interventions 01 73 30 22 72 sebastien.couderc@franceagrimer.fr Frédéric Douel, Chef du service aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation 01 73 30 30 60 frederic.douel@franceagrimer.fr Williams Campos Suarez, Adjoint à la cheffe du service des ressources humaines 01 73 30 22 66 mobilite@franceagrimer.fr

Date limite de dépôt de candidature : Vendredi 2 février 2018

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex
Mission Filières

Délégué(e) filières viticole

N° appel à candidature : **180106**	Catégorie : **A**
Cotation parcours professionnel : **3**	Cotation Groupe RIFSEEP : **2** si corps des Attachés d'administration
Poste vacant	Localisation : **Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public, a pour mission, en liaison avec le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt de gérer les aides publiques nationales et communautaires, de favoriser la concertation et le suivi des filières, et d'assurer la connaissance des marchés. La concertation et le suivi des filières sont principalement assurés par 9 cadres expérimentés, les délégués filières, au sein de la mission filières. En relation avec les représentants de l'Etat, les professionnels et en particulier les présidents des conseils spécialisés, ils sont en charge de l'organisation des travaux des conseils et comités relevant de leur filière et, plus généralement, de s'assurer de la bonne articulation entre les actions de l'établissement et les problématiques de développement des filières.	
Objectifs du poste	- participer à la mise en œuvre des missions de l'établissement dans le secteur viticole et cidricole. - animer les travaux du conseil spécialisé, des comités et groupes de travail - participer à la programmation et aux arbitrages budgétaires - assurer un rôle de coordinateur en maintenant un lien constant entre les professionnels, les représentants de l'État et l'établissement,	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Organiser et piloter les conseils spécialisés et les comités. - Assurer l'organisation et le pilotage des groupes de travail liés à des dispositifs pérennes (OCM, expérimentation, études…), à des situations de crises conjoncturelles ou à de nouvelles problématiques. - Participer aux orientation stratégiques des filières en lien avec les interprofessions compétentes, assurer un suivi des marchés en lien avec les services dédiés de l'établissement, suivre l'évolution des secteurs concernés (réglementation, questions sanitaires…), participer aux travaux prospectifs sur ces filières, ainsi qu'à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des dispositifs de soutien (nationaux ou communautaires) et d'études. - Participer à la programmation et aux arbitrages budgétaires, suivre la mise en œuvre des dispositifs concernant les filières. - Représenter FranceAgriMer aux réunions organisées par le ministère avec les filières - Représenter FranceAgriMer aux réunions et commissions organisées par les interprofessions des différentes filières, aux assemblées générales, congrès et manifestations professionnelles en relation avec ces filières. - Participer à la communication et à l'information des filières (transmission d'informations pour la mise à jour site internet, notes d'information, interventions presse…).	
Champ relationnel du poste	Les différents services de FranceAgriMer, au siège et dans les services territoriaux. Les responsables des organisations professionnelles concernées par le poste. Les services des Ministères (MAA, MINEFI…), centraux et déconcentrés. Les collectivités territoriales, notamment les Régions Réunions extérieures fréquentes et déplacements en région et à l'étranger à prévoir.	
	Savoirs / Connaissances	**Savoir faire / Maîtriser**

Compétences liées au poste	- Bonne connaissance de l'action publique en matière agricole et agro-alimentaire - Connaissances scientifique, technique, agronomique, économique dans le secteur viticole - Anglais technique souhaité	Mobiliser les ressources en interne comme en externe Maîtriser les techniques de conduite de projet Aisance dans la communication orale et écrite Expérience et aptitude confirmée à la concertation avec les organisations professionnelles agricoles et agro alimentaires. Savoir être : Disponibilité, bon relationnel Flexibilité, adaptabilité, Rigueur, autonomie Sens de l'écoute et de la concertation
Personnes à contacter	Jacques Andrieu, Chef de la Mission Filières 01 73 30 20 96 jacques.andrieu@franceagrimer.fr Williams Campos Suarez, Adjoint à la cheffe du service des ressources humaines 01 73 30 22 66 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : Vendredi 2 février 2018

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex
Secrétariat général / Arborial

Chef(fe) du service adjoint Arborial

N° appel à candidature : **180107**	**Catégorie A**
Cotation parcours professionnel : **2**	Cotation Groupe RIFSEEP : **2** si corps des attachés de l'administration
Poste vacant	**Localisation : Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Le service Arborial, rattaché au secrétariat général de FranceAgriMer, est composé de 3 unités. Il assure pour l'ensemble des locataires du bâtiment Arborial les missions de conservation du bâtiment, de sécurité du bâtiment et de ses occupants, de services communs à travers des prestations et des actions visant au confort individuel des agents et collectif. Dans le cadre de ses missions, il met en œuvre une politique de développement durable. Le service anime et participe aux différents dispositifs de concertation ou de gestion.
Objectifs du poste	Assister le chef du service dans l'ensemble des missions de gestion administrative et RH, logistique, financière et budgétaire du service Arborial.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Participer au pilotage de la structure au sein de l'équipe du SG, - Encadrer et animer l'équipe de collaborateurs, - Assurer l'interface avec les autres structures pour ce qui relève du périmètre de fonctionnement du service, - Assurer la gestion financière et logistique de l'ensemble des moyens généraux du bâtiment particulièrement sur les sujets sécurité et environnement du travail, - Contribuer à la gestion du patrimoine mobilier et immobilier du site (gérer l'achat public, suivre les prestations et les documents contractuels) - Assurer les astreintes avec les autres collègues du service - Contribuer au fonctionnement de la démarche de certification du Système de mangement de la sécurité de l'information (ISO 27001) pour ce qui relève du périmètre du service et assurer la responsabilité du processus sécurité physique.
Champ relationnel du poste	- Les SG des établissements du site, le SG MAA, les directions/missions de l'établissement, les partenaires en matière de prévention, les fournisseurs…

Compétences liées au poste	**Savoirs / Connaissances**	**Savoir faire / Maîtriser**
	- Bases des règlementations : sécurité environnement du travail, marchés publiques, budgétaire et comptable - Bases des démarches qualité (notamment certification ISO 27001) - Maîtrise des outils bureautiques - Sensibilité aux politiques publiques en matière de fonctionnement - Techniques spécifiques liées à la gestion d'immeuble	- Animer et superviser l'équipe - Anticiper les difficultés et alerter - Travailler en réseau et conduire des projets - Mettre en œuvre des procédures de suivi des engagements contractuels - Sens des relations humaines, Rigueur, Capacité d'initiative, Réactivité

Personnes à contacter	Patrick Soler, Secrétaire général adjoint 01.73.30.22.30 patrick.soler@franceagrimer.fr Philippe Le Faucheur, Chef du service Arborial 01.73.30.34.41 philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr Williams Campos Suarez, Adjoint à la cheffe du service des ressources humaines 01 73 30 22 66 mobilite@franceagrimer.fr

Date limite de dépôt de candidature : Vendredi 2 février 2018

Catégorie A – A+

Poste : expert des marchés forestiers, de la chaîne d'approvisionnement et de l'industrie forestière, mis à disposition auprès de l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT) – Yokohama, Japon

(Durée 3 ans)

Contexte organisationnel

L'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) est une organisation intergouvernementale qui encourage l'expansion et la diversification du commerce international des bois tropicaux provenant de forêts gérées de manière durable et légalement exploitées, ainsi que la gestion et la conservation durables des forêts tropicales productrices de bois. L'OIBT élabore des documents d'orientation et des directives convenus au niveau international pour promouvoir la gestion et l'utilisation durables des forêts et la conservation des forêts. Elle aide les pays tropicaux membres à adapter ces politiques aux conditions locales et à les mettre en œuvre sur le terrain par le biais de projets. En outre, l'OIBT recueille, analyse et diffuse des données sur la production et le commerce des bois tropicaux et finance des projets et d'autres actions visant à développer les industries à l'échelle communautaire et industrielle. L'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux définit quatre comités de l'Organisation :

1. Comité de l'industrie forestière;
2. Commission de l'économie, des statistiques et des marchés;
3. Comité sur le reboisement et la gestion des forêts;
4. Comité des finances et de l'administration.

Bien que la majeure partie des travaux de l'OIBT à ce jour (environ 70 % du financement total) ait été consacrée au reboisement et à la gestion des forêts, ces dernières années ont vu une priorité croissante accordée à la promotion des marchés pour les bois tropicaux produits de manière durable et légale. Les projets/programmes de l'OIBT visant à promouvoir une meilleure gouvernance forestière dans l'ensemble des zones tropicales (y compris, par exemple, de nombreux projets visant à mettre en place des systèmes de suivi des grumes et du bois) ont contribué à des initiatives telles que FLEGT dans plusieurs pays. L'OIBT a également mis en œuvre un important programme de renforcement des capacités, financé majoritairement par l'UE depuis 2007, visant à améliorer la mise en œuvre des listes CITES d'espèces de bois tropicaux. En outre, l'Organisation met actuellement en œuvre un projet de surveillance indépendante du marché (IMM) financé par l'UE, qui vise à suivre la mise en place du bois sous licence FLEGT dans l'UE et sa réception sur ce marché.

Ainsi, depuis 1987, l'OIBT a financé plus de 1 000 projets, avant-projets et activités évalués à plus de 400 millions de dollars US. Tous les projets sont financés par des contributions volontaires, les principaux donateurs étant les gouvernements du Japon, des États-Unis, de la Norvège et de l'Union européenne. Le siège de l'OIBT est situé à Yokohama, au Japon, et compte actuellement 72 pays membres, plus l'Union européenne, qui représentent ensemble environ 90 % du commerce mondial des bois tropicaux et plus de 80 % des forêts tropicales du monde.

Contrairement à d'autres accords sur les produits de base, l'Accord international sur les bois tropicaux ne prévoit aucun mécanisme de régulation des prix ou d'intervention sur les marchés et accorde une importance égale au commerce et à la conservation. Le concept sous-jacent de l'OIBT est le développement durable des forêts tropicales en encourageant et en aidant l'industrie et le commerce des bois tropicaux à gérer et donc à conserver les bases de ressources dont ils dépendent.

Le poste est rattaché au bureau du Directeur exécutif de l'OIBT.

Objectifs du poste

L'expert soutiendra principalement les travaux de l'OIBT dans la Division du commerce et de l'industrie. Il soutiendra/développera son programme de travail émergent lié aux politiques, au renforcement des capacités et à l'accès au financement pour des chaînes de valeur durables, à l'accès aux marchés et aux relations entre consommateurs et producteurs. Cette position sera étroitement liée aux activités de développement de l'OIBT à l'appui du programme FLEGT de l'UE, du règlement sur le bois de l'UE, y compris ses travaux en cours sur le suivi des grumes/bois, le projet IMM (surveillance indépendante du marché dans le cadre du plan d'action de l'UE contre le commerce de bois illégal, FLEGT), les analyses des marchés du bois, etc.

Compétences techniques

Les domaines d'expertise de l'expert incluiront:

> une expertise scientifique, technique et pratique pour aider les gouvernements et le secteur privé à satisfaire aux exigences des accords FLEGT/APV dans le cadre des engagements du plan d'action de l'UE;
> la connaissance des instruments fiscaux, juridiques et administratifs pour encourager l'investissement du secteur privé dans la production forestière durable, les chaînes d'approvisionnement et la fabrication de produits forestiers ;
> un diplôme universitaire avancé approprié avec une qualification post-universitaire dans des matières pertinentes pour l'économie forestière, les marchés, le commerce, les chaînes de valeur, les produits forestiers, etc ;
> au moins 5 ans d'expérience professionnelle, y compris dans un environnement multiculturel et international ;
> la connaissance des pays producteurs et consommateurs de l'OIBT, de préférence avec expérience professionnelle ;
> la connaissance des questions de développement, techniques, sociales, d'investissement et d'autres questions relatives à la promotion de la gestion, de la transformation et du commerce durables des forêts tropicales et du bois dans les pays producteurs de l'OIBT ;
> une excellente connaissance et exposition au régime international des forêts, du changement climatique et du commerce et aux processus et initiatives connexes, y compris les processus de négociation internationale ;
> la maîtrise de l'anglais et du français; l'espagnol serait un plus.

Conditions à remplir

> Professionnalisme: très proactif/ve et axé/e sur les résultats; capacité d'examiner et de réviser le travail des autres; consciencieux/se et efficace dans le respect des engagements, le respect des échéances et l'atteinte des résultats; excellente capacité analytique et conceptuelle; capacité de produire des rapports clairs et complets; capacité d'identifier et d'aborder les questions de politiques et de présenter des résultats analytiques et de prendre des décisions ;
> Communication: une excellente maîtrise de l'anglais à la fois à l'écrit et à l'oral est obligatoire, y compris la capacité de communiquer avec des personnes d'origines différentes, la connaissance du français et/ou de l'espagnol sera avantageuse ;
> Travail d'équipe: excellentes aptitudes interpersonnelles avec la capacité de travailler sous pression, capacité à diriger et obtenir la coopération des autres dans un effort d'équipe, y compris pour les activités de collecte de fonds ;
> Jugement/prise de décision: bon jugement et esprit d'initiative, imagination et débrouillardise, énergie et tact; capable d'assurer une structure de travail efficace pour maximiser la productivité et obtenir des résultats ;
> Sensibilisation technologique: capacité de se tenir au courant des développements et des technologies pertinentes applicables à la profession.

Fonctions spécifiques

> Contribuer à l'élaboration de programmes et d'initiatives visant à encourager les investissements du secteur privé dans la production durable des forêts, les chaînes d'approvisionnement des produits ligneux récoltés, y compris l'énergie à base de bois, qui sont issus de forêts durablement gérées, respectueux du climat et contribuant à la croissance verte ;
> Contribuer aux activités de collecte de fonds de l'OIBT pour les programmes mentionnés ci-dessus, y compris au Fonds vert pour le climat, aux donateurs bilatéraux (États membres de l'UE, États-Unis, Japon, Chine, etc.) ;
> Conceptualiser les travaux d'analyse sur le rôle des forêts productives dans la croissance verte inclusive et l'atténuation/adaptation des changements climatiques ;
> Assurer la liaison avec les organisations partenaires (CPF, Banque mondiale, FAO, CIFOR, etc.) et entretenir des relations de partenariat et des réseaux ;
> Contribuer aux analyses et à la préparation de l'Examen biennal de l'OIBT de la situation mondiale du bois d'œuvre ;
> Contribuer aux activités de sensibilisation et de publication ;
> Présentation des travaux dans le cadre de colloques, réunions, conférences et manifestations. Fournir une contribution à la direction de l'OIBT sur les sujets liés au portefeuille de travail ;
> Contribuer à l'élaboration et à la supervision de projets et d'activités connexes sur le terrain.

Durée de la mise à disposition : 3 ans, renouvelable 2 fois un an

Personnes à contacter :

- Héloïse Pestel : heloise.pestel@agriculture.gouv.fr
- Nathalie Guesdon : nathalie.guesdon@agriculture.gouv.fr
- Catherine Rivoal : catherine.rivoal@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, BMSA à Clément DE CARHEIL clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr

Les dossiers de candidature (CV et lettre de motivation) doivent être adressés avant le 15 février 2017 par courriel aux personnes ci-dessus et/ou courrier au Ministère de l'agriculture et de l'Alimentation, DGPE – Service des échanges internationaux - 3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07SP.

ONCFS **11/01/2018**
Avis n°18-03-DG

<u>AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, à pourvoir à compter du 1er mars 2018</u>
A pourvoir par voie de mutation interne, en position normale d'activité ou en détachement
Poste ouvert aux contractuels sous quasi statut

Catégorie :	Catégorie A ou A+
Fonction :	Délégué(e) interrégional(e) Centre Val de Loire – Ile de France (H/F)
Affectation :	Direction générale
Résidence administrative :	Orléans (45)

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations (inter)régionales).

La Délégation interrégionale couvre deux régions administratives :
- Centre Val de Loire,
- Ile de France.

La Délégation interrégionale (DIR) constitue une interlocutrice privilégiée des administrations territoriales.
Elle coordonne et pilote les services départementaux dans les domaines de la police de l'environnement et de la chasse, du développement et participe aux réseaux nationaux et patrimoniaux d'observation de la faune sauvage.

Elle est composée actuellement :
- d'un Délégué interrégional et d'un Adjoint,
- d'une Cellule administrative,
- d'une cellule technique, dont l'activité est supervisée par le Délégué adjoint, sous l'autorité du Délégué
- de 6 Services départementaux (Eure-et-Loir, Loiret, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Indre, Cher)
- de 2 Brigades mobiles d'intervention (BMI) : BMI-Ile de France Est regroupant les départements 77, 93 et 94 et BMI-Ile de France Ouest regroupant les départements 78, 91, 92 et 95.

La Délégation est marquée par le contraste entre la région Centre Val de Loire qui possède des caractéristiques rurales importantes et la région Ile-de-France très urbanisée. Elle est également caractérisée par une mosaïque diversifiée de paysages : vastes plaines agricoles, forêts, paysages de bocage et des zones humides qui représentent un enjeu important.

De nombreux habitats naturels et espèces remarquables, associés à cette diversité de milieux, sont recensés. La Délégation participe à la déclinaison de plans nationaux d'action (PNA) et notamment au PNA sur la loutre.

Son investissement se traduit notamment à travers la coordination du Réseau « mammifères du bassin de la Loire ». Ce réseau d'observation thématique a pour finalité d'aider à évaluer la mise en œuvre des politiques publiques nationales et européennes et à définir des priorités d'intervention au niveau du bassin versant.

Elle pilote le pôle « étangs continentaux », dont l'objectif est d'établir, par la recherche et l'expérimentation, des références techniques sur les étangs en faveur de la biodiversité. Ces références ont ensuite vocation à être transférées auprès des gestionnaires et intégrées dans les politiques publiques. La pérennité de l'écosystème « étang continental » et de toute sa biodiversité est directement dépendante des activités anthropiques (pisciculture, etc…).

La DIR s'implique dans la lutte contre les espèces exotiques envahissantes présentes sur son territoire (ibis sacré, érismature rousse, bernache du Canada…). En effet, ces espèces menacent les écosystèmes, les habitats ou les espèces indigènes avec des conséquences écologiques, économiques et sanitaires négatives.

S'agissant de la police de la chasse et de l'environnement, la DIR réalise des missions en faveur de la protection des espèces et des habitats : surveillance du territoire, contrôle du commerce et de la détention d'espèces protégées, lutte contre les atteintes à l'environnement.
L'importance des territoires de chasse sur la délégation entraîne une activité conséquente dédiée à la police de la chasse.

La DIR intervient également sur l'aménagement et le développement des territoires à travers la déclinaison locale du programme national Agrifaune afin de contribuer au développement durable des territoires ruraux. En effet, certaines pratiques agricoles ou sylvicoles intensives peuvent contribuer à la dégradation des continuités écologiques.

Pour relever ces différents enjeux, une coordination importante avec les partenaires et les services de l'Etat en charge de ces sujets est indispensable.

Description de l'emploi

Sous l'autorité du Directeur Général, représente l'établissement au niveau interrégional. Dans ce cadre, dirige une Délégation interrégionale, pilote et coordonne la mise en œuvre des orientations fixées par les Directions nationales avec lesquelles il travaille en étroite collaboration.

Activités principales

➢ **Management et pilotage de la DIR**

- **Contribuer, au niveau interrégional à la définition, à la mise en œuvre et à l'évaluation des orientations stratégiques de la délégation :**
  - Déterminer pour un territoire donné les priorités et les actions déclinant les politiques de l'établissement en cohérence avec le contrat d'objectifs et en tenant compte des enjeux, des contextes et des acteurs locaux ;
  - Analyser l'activité en fonction des objectifs fixés et évaluer les résultats et la performance ;
  - Exercer des pouvoirs de contrôle et rendre compte.
- **Encadrer les agents placés sous son autorité (services départementaux, cellule technique, cellule administrative) :**
  - Fixer les objectifs dans le cadre de la programmation de l'activité, déclinaison à l'échelon interrégional du contrat d'objectifs ;
  - Assurer la gestion de proximité et le dialogue social auprès des personnels de la délégation ;
  - Piloter, coordonner et contrôler le fonctionnement des services et l'application des instructions et directives ;
  - Donner du sens aux activités de ses collaborateurs et les inciter à développer les compétences individuelles et collectives du service.
- **Assurer la coordination interrégionale des missions en matière de police de la chasse et de l'environnement, de recherche et de développement dans le respect des orientations nationales et en collaboration avec les directions concernées :**
  - Dans le cadre du plan de contrôle fixé par les préfets et en partenariat avec les services d'autres établissements (DR-AFB notamment), coordonner la mutualisation et l'optimisation des moyens en cohérence avec les directives nationales ;
  - En matière de police, implication personnelle dans les dossiers les plus sensibles ;
- **Evaluer et mettre en œuvre les moyens et ressources budgétaires disponibles** (programmation budgétaire, dialogue de gestion) et, le cas échéant, les financements complémentaires à ceux de l'établissement pour atteindre les objectifs fixés.
- **S'implique personnellement dans les dossiers les plus sensibles (loup, police, etc).**
- **Veiller à rationaliser ces moyens et à mettre en œuvre une gestion optimisée (informatisation, mutualisation…).**

- **Arbitrer et opérer des choix dans le respect des orientations nationales tant sur le plan fonctionnel qu'organisationnel.**
- **Piloter des projets de changement dans leurs différentes dimensions** (ex : changements de locaux, réorganisation des services franciliens).
- **Décider et arbitrer dans des situations complexes et face à des événements imprévus.**
- **Interface entre les services déconcentrés et les Directions.**
- **Représenter l'établissement** auprès des autorités préfectorales, judiciaire, des services déconcentrés, des collectivités territoriales (notamment les conseils régionaux dans le cadre de l'ARB) et des autres partenaires (fédérations régionales et départementales des chasseurs notamment).

➢ **Expertise, partenariats et communication**

- **Assurer un rôle d'expertise et de conseil auprès de l'Administration** et des autres partenaires de l'établissement (milieux associatifs et cynégétiques), notamment dans le cadre de conventions.
- **Animer une politique de concertation et de partenariat avec les services de l'Etat,** les autres établissements publics, les collectivités territoriales et le monde associatif ; travail en réseau avec ces partenaires.
- **Participer à l'acquisition, à la diffusion et à la valorisation des connaissances** (coordination de réseaux, animation d'observatoires, actions de formation).
- **Promouvoir les activités du pôle étangs continentaux dans une approche visant à concilier les activités anthropiques (chasse, agriculture, pisciculture) et la biodiversité.**
- **Piloter la stratégie de communication pour sa délégation et représenter le Directeur général** pour présenter et expliquer les politiques publiques dans son domaine de compétence.
- **Gérer une communication institutionnelle** en situation de crise.

Conditions particulières d'exercice

Dispose d'une délégation de pouvoir délivrée par le Directeur général.
Encadre une équipe dispersée sur deux régions administratives.
Participe à de nombreuses réunions et réalise de nombreux déplacements.

Profil attendu

Connaissances	Management de service public et gestion des ressources humaines. Parfaite maîtrise du fonctionnement des institutions administratives et judiciaires régionales et départementales, bonne connaissance du maillage institutionnel et des partenaires, ainsi que du contexte politique et institutionnel national et européen. Droit de l'environnement, droit pénal et procédure pénale, prérogatives des inspecteurs de l'environnement. Cadre légal, réglementaire et déontologique encadrant les prérogatives des inspecteurs de l'environnement. Réglementation dans les domaines de l'eau. Connaissances de haut niveau en matière d'environnement et de faune sauvage. Connaissances en écologie des milieux, notamment les milieux aquatiques et humides, les mammifères autochtones inféodés aux zones humides et les espèces exotiques envahissantes. Connaissances en gestion des habitats et des espèces concernées par le poste. Connaissance des outils, méthodes et acteurs de la conservation et de la gestion de la nature. Connaissances des médias et des techniques de communication. Techniques et procédures budgétaires et comptables au sein d'un Etablissement public administratif.

Savoir faire	Expérience confirmée en matière d'encadrement du personnel. Diriger et fédérer les équipes autour d'un sens partagé de l'action, des objectifs, des valeurs, d'une éthique. Déléguer et mettre en place des dispositifs de régulation et de contrôle. Porter les politiques de l'établissement et communiquer pour expliquer le sens de l'action. Communiquer avec tous les acteurs en matière de police, de gestion de la faune sauvage et de valorisation de ses habitats au sein de l'établissement ou avec les partenaires (administration dont préfets et établissements publics et collectivités locales, fédérations de chasseurs, associations de chasse et de protection de la nature…), ainsi qu'auprès des médias. Savoir définir la posture à adopter et l'adapter en fonction des projets, des interlocuteurs et savoir coopérer. Intégrer les dimensions européennes et internationales dans la détermination des objectifs et de leur mise en œuvre. Créer et entretenir des partenariats et réseaux. Conduire des négociations et des concertations. Analyser son environnement, anticiper et définir une stratégie. Piloter et accompagner les changements et faire face à des situations de pression, d'urgence, de crise, de conflits, d'incertitude. Négocier et jouer un rôle de médiation avec les acteurs locaux. Maîtriser les techniques de conduite de projet.
Savoir-être	Sens de l'organisation. Savoir rendre compte. Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue. Faire preuve de réactivité.

Diplôme et expérience

Fonctionnaire ou contractuel de droit public de catégorie A ou A+ (conformément aux libellés du quasi statut) disposant d'une expérience importante dans les métiers liés à la biodiversité.
Une expérience antérieure dans les domaines concernés par le présent poste, notamment avoir exercé des fonctions d'encadrement de services de police serait appréciée.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

M. Olivier THIBAULT – Directeur général, par téléphone au 01.44.15.17.16
Ou
Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des Ressources Humaines, par téléphone au 01.41.15. 17.24

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 31 janvier 2018** -terme de rigueur -, selon les cas :
- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr
Ou
par voie postale, sous le timbre suivant :
Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

Premier ministre
Secrétariat général des affaires européennes (SGAE)

Adjoint au Chef du secteur AGRAP « Agriculture – Alimentation – Pêche »
Politique Agricole Commune

N° du poste :
Cotation : 2 **RIFSEEP AAE : G3**
Catégorie : A confirmé ou A+ dans le cadre d'une mise à disposition

Prise de poste : poste vacant début 2018
Clôture des candidatures : 1 mois à compter de la publication

<table>
<tr><td>MISSIONS DE LA STRUCTURE</td><td colspan="2">Le Secrétariat général des affaires européennes (SGAE) est un service du Premier ministre principalement chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes. Il est le garant de la cohérence et de l'unité de la position française au sein de l'Union européenne.
A sein du SGAE, le secteur AGRAP est chargé d'assurer la cohérence et l'unité de la position française portée au sein des institutions de l'Union européenne dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et de la pêche.</td></tr>
<tr><td>OBJECTIFS DU POSTE</td><td colspan="2">Le titulaire du poste sera, sous l'autorité du chef de secteur, chargé de la coordination interministérielle des dossiers relatifs à l'agriculture et plus particulièrement :
• les questions relatives à la Politique Agricole Commune (PAC) et notamment sa révision à l'horizon 2020 : paiements directs, développement rural, règles horizontales (conditionnalité…) ;
• les questions relatives au financement communautaire de la PAC (lien avec le cadre financier pluriannuel et le budget annuel), au suivi des dépenses, des procédures de contrôle et d'apurement des comptes des fonds de la PAC.</td></tr>
<tr><td>DESCRIPTIF DES ACTIVITES</td><td colspan="2">• préparation et participation à des réunions à Bruxelles et à des réunions interministérielles ;
• coordination interministérielle, afin d'assurer la transmission des informations et la validation des positions ;
• envoi d'instructions à la Représentation permanente auprès de l'UE ;
• élaboration de notes de synthèse, d'alerte et de position pour le cabinet du Premier ministre et divers types de dossiers, notamment ceux du Conseil Agriculture et Pêche ; participation à des réunions interministérielles sous l'égide du Cabinet du Premier ministre ;
• rédaction de comptes-rendus de réunions.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">L'agent travaillera en relation étroite avec l'ensemble des ministères et organismes en charge des questions liées à la PAC et à la gestion financière des fonds de la PAC.
L'agent travaillera également en relation étroite avec la RP auprès de l'UE, ainsi qu'avec les autres secteurs du SGAE, en particulier les secteurs chargés des aspects juridiques (JUR), financiers (FIN), et de la politique de cohésion et du suivi des fonds structurels (TREG).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Connaissance approfondie des structures administratives françaises et européennes dans le secteur de l'agriculture
- Maîtrise de l'anglais (lu, écrit).</td><td>- Réactivité et ouverture d'esprit.
- Bonnes capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse.
- Sens de l'initiative et du dialogue.
- Rigueur.
- Capacité d'adaptation aux contraintes imposées par l'activité de l'UE.</td></tr>
<tr><td>PERSONNES A CONTACTER</td><td colspan="2">Les agents intéressés sont invités à adresser leur CV à :
Mme Manuella PLACIDE, chargée des ressources humaines, du budget et de la lo-</td></tr>
</table>

	gistique au SGAE par courriel : manuella.placide@sgae.gouv.fr M Marc SEVERAC, chef du bureau de l'Union européenne au MAA par courriel : marc.severac@agriculture.gouv.fr Tout renseignement complémentaire peut être obtenu auprès de Mme Maud FAIPOUX, Chef du secteur AGRAP (tél: 0144871019 ; maud.faipoux@sgae.gouv.fr)